

Table ronde

Faut-il « désoccidentaliser » l'humanitaire ?

Table ronde organisée le 4 février 2010

Animée par **Pénélope Larzillière** et **Pierre Micheletti**

Bernard Hours,
anthropologue

Frédéric Jacquet,
médecin de santé
publique, secrétaire
général de Médecins
du Monde,
responsable de
missions RDC et
Rwanda

Marcel Kabanda,
président de *Ibuka
France*

Michel Sauquet,
Institut de recherche
et débat sur la
gouvernance (IRG) et
enseignant à Sciences-
Po Paris

Michel Galy,
sociologue, revue
Cultures et Conflits

Pierre Micheletti

Le thème de ce nouveau dossier soulève un certain nombre d'interrogations sur le terme même de « désoccidentalisation ». Ayant eu l'occasion de développer mon point de vue dans un ouvrage¹, j'annonce d'emblée la posture que je défendrai durant le débat, à savoir qu'à mon sens, le mouvement humanitaire des

1. Micheletti P.,
*Humanitaire. S'adapter
ou renoncer*, Hachette,
coll. Marabout, 2008,
245 pages.

ONG internationales est largement dominé aujourd'hui par des ONG issues des pays occidentaux. Cela tient à l'origine des ressources que manipulent ces organisations non-gouvernementales aussi bien qu'à leurs pratiques administratives et de gestion d'équipes sur le terrain. Cela ne veut pas dire que je condamne l'ensemble. Mais nous véhiculons des repères hérités des écoles et des universités au sein desquelles nous avons été formés. Pour moi, ce mouvement humanitaire international tel que dominé par cette « tonalité occidentale » ne correspond plus aux équilibres internationaux et en tout état de cause, il n'y a plus aucune raison, que ce soit du point de vue de la localisation des compétences, du pouvoir politique ou de l'énorme revendication identitaire et culturelle à l'œuvre dans les pays d'intervention, que seul ce modèle domine dans l'aide internationale.

Pénélope Larzillière

De mon point de vue de sociologue, en particulier dans le contexte du Proche-Orient, je pense que la question de la désoccidentalisation se pose avec une certaine acuité suite aux réactions de plus en plus négatives que les ONG occidentales suscitent dans différents pays. Une des réponses proposées est de désoccidentaliser, et je crois que c'est l'une des possibilités, mais peut-être faut-il plutôt réfléchir en termes de perceptions et sur les méthodes pour changer ces dernières. Finalement, la question serait moins de savoir si le responsable de projet est occidental ou non que la question des pratiques qui sont véhiculées par ces ONG, car si l'on a une équipe locale qui se comporte de la même façon que des expatriés, on aura les mêmes problèmes. Je pense donc qu'il faut sans doute déjà déconstruire le terme même de « désoccidentalisation » et comprendre d'abord les causes de ce décalage croissant que les ONG ressentent de plus en plus sur les terrains d'intervention. Même si tout ne se ramène pas aux questions de sécurité, il y a tout de même une sorte de cercle vicieux qui s'est installé : plus les ONG sont prises comme cibles, plus elles prennent des mesures sécuritaires fortes qui les mettent à distance de la population, et qui font d'elles des cibles potentielles. Je pense enfin qu'il faut réfléchir à la standardisation des programmes qui joue aussi dans cette distanciation croissante par rapport aux populations. Ce sont des petites directions que je

propose, mais j'aimerais demander à nos intervenants ce qu'ils pensent de cette proposition : faut-il « désoccidentaliser » l'humanitaire ?

Bernard Hours

Je suis anthropologue et je travaille actuellement en Chine, après avoir été, il y a plus de quinze ans, président de la branche française de *Medicus Mundi*, quand elle était encore active. Si je travaille actuellement sur la globalisation, j'ai étudié pendant une dizaine d'années l'émergence des ONG et du mouvement humanitaire en général, à travers divers ouvrages et articles parus dans les années 1990 et au début des années 2000 en particulier².

Mon propos, à ce stade, sera très bref. D'abord, la question qui nous est posée sonne quasiment comme une entreprise de « désintoxication » : y aurait-il eu trop d'Occident en amont, au moment de l'émergence des ONG, qu'il nous faille les « désintoxiquer » ? Peut-être aurions-nous pu faire l'économie de l'Occident dès le début, mais est-ce réaliste ? Et finalement, pourquoi faut-il absolument s'identifier à l'Occident quand on rend le type de services que rendent les ONG ?

De toute façon - et c'est un autre point - l'Occident d'aujourd'hui n'est plus ce qu'il était... et il le sera encore moins demain. Ses prétentions morales sont en chute libre, y compris ses prétentions à exporter la démocratie. Quand on voit ce qui s'est passé en Asie centrale, depuis les années 1990, en Chine et bien sûr dans l'ex-Union soviétique, on a là une région géopolitique quasiment homogène sur le plan du refus de la démocratie. C'est dire si la démocratie — en particulier dans son modèle américain — est loin d'avoir de beaux jours devant elle.

Je trouve qu'il y a dans la question qui nous est posée un retour « des sanglots de l'homme blanc » chers à Pascal Bruckner. De fait, je pense que l'assistance chronique - c'est différent quand elle est temporaire - produit une humiliation, une sorte d'offense à la dignité des gens, parce qu'elle exclut toute réciprocité. Or il n'y a pas de rapport humain durable et non-violent sans réciprocité : prétendre tout donner aux gens sans rien leur demander en échange, c'est les insulter. Il n'y a qu'une réponse à la question posée : celle de produire des nouveaux rapports.

2. Voir notamment *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, L'Harmattan, 1998 et (avec Selim M.) *Anthropologie politique de la globalisation*, L'Harmattan, 2010.

J'ai parfaitement conscience que c'est extrêmement abstrait comme réflexion initiale, et d'une faisabilité très problématique, en particulier parce que l'action humanitaire se situe dans le champ politique, contrairement au miracle néolibéral et apolitique qu'elle voulait représenter au milieu des années 1980. Pour autant, je crois que c'est la seule réponse possible.

Frédéric Jacquet

Ma parole sera davantage liée à mon expérience de médecin et de responsable de mission qu'à ma fonction de secrétaire général de Médecins du Monde. Mon expérience est essentiellement africaine, notamment au Rwanda et au Congo, très ancrée dans la santé publique et la santé communautaire.

Cette question de désoccidentalisation revêt maintes facettes. On doit évidemment partir d'un premier constat : l'action humanitaire - en tout cas celle qui est visible, médiatisée et mobilise des ressources importantes - part du creuset occidental. On va donc parler de culture, de valeurs, de « roman familial » presque, autant d'éléments partagés qui fondent ce socle commun, à partir duquel on va essayer de comprendre des situations différentes dans des contextes différents. Mais pour moi, l'important n'est pas forcément de reconnaître qu'ils soient différents, mais de me demander : comment vais-je essayer de tenir compte de ce qui conditionne mon regard dans la façon dont je regarde d'autres situations ?

Partant de là, désoccidentaliser peut être pour moi quelque chose de très simple : comme je tiens compte de ce facteur occidental dans le regard que je porte, j'essaie d'ouvrir des espaces d'échanges avec d'autres qui ne pensent pas comme moi pour laisser la place à cette contradiction, à un autre regard. Donc tout cela pose la question de l'altérité et des manières de l'accepter. C'est loin d'être simple, mais ce n'est pas impossible non plus. Les expériences sont nombreuses pour nous dire que ces choses-là peuvent se produire, du moment qu'on y prête attention.

Vous avez parlé de la réciprocité, bien entendu. Mais on peut parler de la construction du bien commun, de la question du lien de confiance, autant d'éléments qui viennent forcément questionner la question du pouvoir. Ne pas tenir compte de ces trois dimensions dans les espaces qu'on essaie d'ouvrir, c'est se condamner à un rapport de domination et d'aliénation.

Pour autant, ces questions-là ne sont pas neuves. Elles remontent à plusieurs décennies, durant ces années 1970, 1980 et 1990 où l'on parlait, non pas de désoccidentalisation, mais de santé publique et de santé communautaire. Si on veut bien prendre la peine de se souvenir un petit peu, il ne s'agissait pas d'autre chose que de construire des liens équilibrés dans lesquels la question du pouvoir était posée comme un objet politique, avant d'être mise en question au travers de la construction des comportements. Ce qui m'interroge à travers cette question-là, c'est moins de savoir s'il faut désoccidentaliser ou non – j'en suis plus que convaincu pour ma part, et je dirais même que c'est ce qui a fondé mon propre engagement humanitaire – mais comment ces valeurs fondamentales de construction du lien qui ont en fait structuré nos organisations se sont peu à peu éteintes après une période de standardisation de l'aide humanitaire au cours de laquelle on a un peu perdu de vue ces questions de santé communautaire.

Je rappellerai incidemment qu'une bonne partie de nos organisations ont disqualifié ces approches standardisées et que c'est bien souvent dans les actions de solidarité en France que les valeurs de santé communautaire ont été réhabilitées : la question de la réduction des risques à Médecins du Monde s'appuie très clairement sur ces valeurs-là.

Michel Galy

J'ai écrit un peu sur la géopolitique humanitaire et sur le refus de l'aide. Je trouve que le débat reste quand même plutôt théorique et je voudrais revenir aux pratiques car ce sont elles, à mon sens, qu'il faut interroger. On peut constater qu'il y a une distorsion entre les principes affichés et des pratiques qui se reproduisent. Tout cela évoque finalement la sociologie des organisations. Un acteur africain, qui dirigeait une organisation à Kinshasa, me disait qu'il était tout à fait d'accord avec le genre de valeurs affichées ici, mais qu'il avait l'impression d'être pris dans une structure, notamment à cause de la sécurité, qui fait qu'on se réfugie plutôt dans les beaux quartiers, par exemple. Une grande ONG, qui m'accueillait à Monrovia, fermait pratiquement la porte aux Africains que le responsable de la sécurité voyait comme un danger. Au quotidien, c'est vrai que les occidentaux des ONG fréquentent ceux des Nations unies, des forces militaires ou des ambassades. Au fond, c'est un peu un milieu « hors sol » dans lequel les ONG ne sont, il est vrai, qu'un cas particulier. Ces représentations, et

surtout ces modes de vie communs à un certain nombre d'occidentaux qui excluent, il faut bien le dire, les autochtones relèvent d'un rapport de domination hiérarchique.

Certes, des efforts sont faits. Je l'ai vu en Sierra Leone où des membres d'Action Contre la Faim prenaient le soin de se distancier le plus possible des forces des Nations unies auxquelles on les assimile un peu trop souvent. Mais quand on voit les 4x4 bardés de stickers et conduits par des chauffeurs locaux, c'est quand même le symbole flamboyant d'une consommation ostentatoire. Il y a là un effet de structure dont on ne sort pas car on se rend compte que pour beaucoup de raisons - d'assurance, de sécurité, mais aussi d'image de l'ONG - tout le monde reproduit les mêmes modes de fonctionnement. Le rejet par les populations ou acteurs locaux se nourrit de ce mode de vie, de cette ostentation. Il serait bon de prendre les devants pour changer ces pratiques. J'ai proposé pour ce faire l'idée de « métissage », notamment au niveau des pratiques, pour se rapprocher effectivement des acteurs locaux, notamment dans le mode de vie.

Michel Sauquet

La question qui est posée me paraît être liée à un phénomène qui n'est pas propre à l'humanitaire : c'est celui des cultures d'entreprises des grandes ONG internationales, relativement analogue à celui des cultures d'entreprises commerciales ou même des églises. La culture d'entreprise n'est pas une mauvaise chose en soi dans la mesure où cela renvoie à un système de représentations et de valeurs partagées par tous les membres d'un groupe, quel qu'il soit. Cela devient plus compliqué quand le partage de ces valeurs est unilatéralement décrété, imposé par un pôle culturel unique et quand les modes opératoires eux-mêmes sont imposés, même si c'est souvent fait de manière inconsciente, parce que nous ne nous rendons pas compte des prismes qui sont les nôtres. Mais le principe de réalité rattrape toujours les organisations, et cela ne concerne pas uniquement les humanitaires. Les entreprises commerciales aussi sont concernées. Le pétrolier *Total*, par exemple, est engagé dans des dizaines d'actions à grand renfort de consultants pour réfléchir aux raisons des échecs d'implantation dans divers pays. Car il y a des réactions de rejet, c'est vrai, mais qui sont parfois la conséquence d'un déficit de

dialogue ou d'une simplicité dans le dialogue. Beaucoup d'opérations échouent du fait de la non-prise en compte d'éventuelles contradictions culturelles, liées aux représentations locales ou à la difficulté de gérer des équipes multiculturelles.

Je ne sais pas s'il faut « désoccidentaliser » l'action humanitaire. Ce que je sais, c'est qu'il existe dans beaucoup d'interventions à l'étranger un modèle de comportement occidental très prégnant. Ce n'est pas forcément l'autorejet de l'Occident par lui-même qui est la solution. Peut-être est-ce plutôt une démarche d'extension de nos perspectives, ce que j'appelle une « attitude d'intelligence de l'autre »³ par laquelle on s'efforce de prendre de la distance à l'égard de ses propres évidences et de réfléchir à la manière de créer une interaction entre ses propres méthodes de travail et celles des autres. Le *challenge* au fond, c'est de prendre en compte les différences culturelles pour des actions à mener en commun, sans chercher à singer la culture de l'autre. Pour autant, je crois que c'est très important d'assumer sa propre culture : il n'y a pas de dialogue entre clones.

L'un des outils consiste en un questionnement permanent sur les représentations que chaque culture a de notions supposées « communes », mais qui ne le sont pas toujours : le rapport à l'autorité, au travail, à la santé, à l'aide, à la tradition ou à la religion, au savoir, au temps... Médecins du Monde est engagé dans un travail de ce type à travers son groupe sur les déterminants socioculturels de l'accès aux soins. Cette démarche de questionnement permanent n'aboutit d'ailleurs pas forcément à des réponses car le temps de passage des humanitaires dans les pays ne permet pas toujours de prétendre connaître la culture de l'autre. Mais cela permet au moins de se poser un certain nombre de questions ou d'avoir le réflexe d'aller vers des médiateurs qui pourront expliquer pourquoi telle opération a échoué et éviter d'imputer cet échec à de mauvaises raisons (la mauvaise volonté ou l'incompétence de l'autre), mais simplement à des raisons que notre raison ignore...

Marcel Kabanda

Je ne suis pas humanitaire, mais historien de l'Afrique subsaharienne, moi-même originaire du Rwanda et c'est en tant qu'historien que j'aborderai ce thème. À vrai dire, je ne comprends même pas le

3. Michel Sauquet (en collaboration avec Vielajus M.), *L'Intelligence de l'autre - Prendre en compte les différences culturelles dans un monde à gérer en commun*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2007.

sens de la question « Faut-il désoccidentaliser l'humanitaire ? ». Pourquoi en effet serait-il nécessaire de diaboliser l'Occident ? L'action humanitaire met face à face deux mondes qui sont fondamentalement inégaux et nous ne pouvons rien changer à cette inégalité. L'humanitaire intervient là où ça ne va pas, où on manque d'eau, de nourriture, de soin, là où il y a des catastrophes dont on dit qu'elles sont « naturelles », comme en Haïti par exemple, parce que ces sociétés n'ont pas de ressources pour faire face. Je n'ai pas vu les humanitaires se déployer aux États-Unis quand il y a eu des inondations parce que la société américaine a les moyens d'y faire face ! Donc, l'humanitaire intervient là où il y a de l'impuissance et ce n'est pas en désoccidentalisant cette action que l'on va y changer quelque chose.

L'humanitaire met en rapport des mondes qui sont inégaux sur le plan économique ou technologique, mais aussi des mondes qui ont une histoire. Au fond, l'humanitaire, en Afrique, n'est pas si nouveau que ça. L'Africain et l'humanitaire se reconnaissent quelque part dans leur histoire mais ce qui ne va pas, c'est que cette mémoire-là - qu'ils peuvent avoir oubliée d'une certaine manière car elle n'est pas forcément très consciente - c'est celle de l'histoire coloniale. Et l'humanitaire aujourd'hui, au fond, c'est presque comme si les affranchis faisaient appel au maître, comme si le maître venait au secours des affranchis. Cela pose problème. Il faut davantage avoir conscience de cette mémoire-là. On me dira que cela fait cinquante ans que les indépendances ont été déclarées - on en célèbre d'ailleurs le cinquantième anniversaire cette année - mais c'est comme si les humanitaires nous rappelaient que, d'une certaine manière, nous n'avions pas été en mesure d'assumer notre destin depuis les années 1960 : leur « retour » nous renvoie à notre impuissance et c'est ce qui nourrit une bonne part du ressentiment.

Pierre Micheletti

Aborder la question sous l'angle unique de la sécurité me semble inapproprié parce que je pense que cela nous amène à réfléchir sur ce que nous faisons « en réaction ». Cela nous dispense de nous poser les

questions de fond que sont l'altérité ou les changements qui s'opèrent autour de nous. Même s'il fait débat autour de cette table, je continue à revendiquer le terme de « désoccidentalisation » car je suis intimement persuadé que le « dé- » privatif exprime bien la part de renoncement que nous devons assumer et qui n'est ni diabolisation de l'occident, ni sanglot de l'homme blanc. Désoccidentaliser, ce n'est pas se renier, se travestir ou se lamenter, c'est accepter l'idée que nous devons renoncer à une certaine forme de monopole des occidentaux dans la solidarité internationale. Marcel Kabanda parlait de la décolonisation : mais qui aurait pensé il y a cinquante ans que trois pays africains - le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud - auraient un jour l'impudeur de revendiquer une place au Conseil de sécurité des Nations unies ? Le rachat de la sidérurgie européenne par l'Indien Tata, ce n'est pas un incident de parcours ; ce n'est que le haut de l'iceberg du rééquilibrage économique. Notre environnement a changé et la génération des « sans frontières », enfants des Trente Glorieuses nés il y a à peine moins d'une cinquantaine d'années dans l'idéologie de l'exportation de la technologie et des savoir-faire, doit en tenir compte.

Pénélope Larzillière

Il y a une conscientisation croissante de la nécessaire prise en compte des perceptions locales pour augmenter l'acceptation de l'aide humanitaire et pourtant une véritable difficulté à la mettre concrètement en pratique. Pourquoi est-ce si difficile ? Un des obstacles, c'est une autre tendance actuelle de l'action humanitaire : la mise en place de procédures standardisées d'un pays à l'autre, une tendance fortement encouragée par les bailleurs de fonds.

Bernard Hours

Je dirais qu'il y a une tension entre les contraintes technocratiques, c'est-à-dire la nécessaire efficacité de l'action humanitaire, et tout un discours culturaliste dont certains intervenants m'excuseront de dire qu'ils en sont un peu les porteurs, mais sur lequel je suis très sceptique. Depuis vingt-cinq ans, le culturalisme a construit les ghettos de nos banlieues, fait de l'Autre un pilier de différence et nourri le débat de mauvaise qualité et à l'odeur nauséabonde sur l'identité française !

J'ai la plus grande réserve sur les « kits culturels » qui, au nom de cette approche, sont fournis aux ONG. L'intention est certes bonne et respectable, mais cela fait vingt-cinq ans que j'entends ce discours qui s'avère un bide complet, un piège et une escroquerie historiques. Bref, le culturalisme, c'est un enfer pavé de bonnes intentions.

La réciprocité, telle que je l'entends, intègre toutes les autres formes de dialogue et de prise en compte de l'altérité. J'ai vu aussi des femmes occidentales qui s'habillaient en sari et venaient à pied dans les hôpitaux du Bangladesh. C'était sans aucun doute un effort louable et positif, mais au bout du compte elles demeuraient des étrangères. Pour rebondir sur ce que disait Michel Galy, le salut ne passera certainement pas en changeant de marque de voiture ou de cylindrée.

Par ailleurs, en entendant Marcel Kabanda parler de l'impuissance de l'Afrique, je dirais que ce n'est pas le Sud qui se dit impuissant, mais le Nord qui dit que le Sud est impuissant.

Enfin, personne n'a parlé des ONG locales, alors qu'elles me semblent représenter le vrai relais opérationnel et le seul levier pour notre discussion. Ouvrir la discussion avec elles, c'est non seulement les faire participer, ce que les ONG du Nord font depuis des années, c'est améliorer l'efficacité de cette participation.

Michel Galy

Bernard Hours a un peu caricaturé ce que j'ai dit sur les 4x4 qui ne sont qu'un symbole et ne représentent pas le seul obstacle. Marcel Kabanda l'a dit, il y a une mémoire, mais qui n'est pas seulement celle de la colonisation : il faut aussi compter la mémoire du développement. Ce sont là des mémoires qui, si elles ne se succèdent pas, sont très liées dans les perceptions locales. Et je ne suis pas loin de penser que les humanitaires ont pris leur relais.

Alors qu'est-ce qu'on peut faire pour aller au-delà du seul changement des 4x4 ? À mon avis, et sans essentialisme culturaliste aucun, je dirais qu'un minimum de formation ou de connaissance des milieux dans lesquels les humanitaires interviennent ne serait pas inutile. Comme le disait Bernard Hours, créer du lien avec les ONG locales s'avère effectivement important, mais j'y ajouterai les milieux locaux de la recherche et de l'université, deux mondes qui s'ignorent trop souvent et qui gagneraient peut-être à se fréquenter. Les médecins occidentaux gagneraient sans

doute aussi à articuler leur savoir avec celui des thérapeutes locaux.

Frédéric Jacquet

On a parlé tout à l'heure de « la prise en compte de la culture pour améliorer l'acceptabilité ». Cette formulation me semble relever d'une approche très utilitariste alors que la finalité est avant tout d'interroger la capacité d'agir de personnes qui sont dans des situations de besoin. On en revient à la question du pouvoir. Marcel Kabanda rappelait à quel point, dans le cas d'une intervention humanitaire, les relations sont asymétriques, à la fois du fait des circonstances mais aussi de l'histoire, autant d'éléments qui surdéterminent un certain nombre de choses.

En tant qu'acteurs humanitaires, il s'agit d'abord pour nous de prendre acte de l'asymétrie des relations qui vient terriblement polluer la relation qu'on peut avoir à l'autre. Il nous faut ensuite tout mettre en œuvre pour réduire cette asymétrie et restaurer la capacité à agir de notre interlocuteur afin qu'il devienne un partenaire.

En évoquant un peu plus haut les outils de la santé communautaire, il n'y avait pas dans mon esprit d'approche culturaliste. C'était bien la question du pouvoir que je voulais interroger et dire comment ce fameux « bénéficiaire » qu'on met dans tous les rapports en tant qu'objet doit pouvoir redevenir un sujet... Ça, c'est un enjeu politique. Je pense que dans un espace humanitaire comme celui dans lequel des organisations comme Médecins du Monde et d'autres évoluent, il est possible de tenir compte de cela. Je ne peux m'empêcher d'évoquer le partenariat qui nous lie, Médecins du Monde et *Ibuka*, association de rescapés au Rwanda, dont Marcel Kabanda est le président pour la France. Ce partenariat s'inscrit complètement dans cette démarche.

Et je voudrais revenir sur la notion de réciprocité que j'ai longtemps associée à la seule question du pouvoir et de son partage. Et puis un jour, j'ai compris que ce qui est finalement en jeu, c'est la notion du don et du contre-don : lorsqu'on fait un don, on se dit intuitivement que l'on fait un cadeau alors qu'en réalité c'est celui qui accepte le don qui nous fait un cadeau puisque donner oblige le receveur à un contre-don, de quelque nature que ce soit. C'est lorsque ce receveur n'est pas en capacité de produire le contre-don qu'il se retrouve dans une situation d'aliénation, d'humiliation. Finalement, tenir compte de la capacité à agir, c'est aussi tenir compte de la capacité à l'autre d'être dans ce contre-don.

Michel Sauquet

Il va falloir qu'un Sherlock Holmes nous aide à désigner le culturaliste qui a été l'origine de la décharge d'adrénaline de Bernard Hours... Mais je suppose qu'il faut que je sois considéré comme tel. Il se trouve pourtant que je passe une bonne partie de mon temps à dénoncer la question de l'alibi culturel et les réactions consistant à singer la culture de l'autre.

Ce qui peut provoquer une décharge d'adrénaline de mon côté, c'est la prétention inouïe de milliers d'expatriés qui s'en vont aujourd'hui dans des pays du Sud, pétris de cette idée extraordinairement paternaliste que cela sera forcément utile. Je croyais être l'un des derniers représentants de cette race qui sévit dans les années 1970, à une époque où *Le Monde* parlait de ces « nouveaux prêtres du développement ». Et je me rends compte qu'aujourd'hui, ça continue ! Beaucoup de personnes croient que ce qui compte, c'est d'intervenir techniquement bien, alors que le reste ne serait que de la poésie. Or je ne pense pas que faire son métier soit uniquement pratiquer une technique. On est quand même aussi dans l'humain et dire qu'il est important de remettre en question ses propres évidences est loin d'être du culturalisme. Et pour ne pas rester complètement dans la théorie, et évoquer ce qui pourrait être considéré comme un « kit culturel » par certains, je mentionnerai le manuel *Diagnostic socioculturel* édité par le groupe MDM sur les déterminants socioculturels de l'accès aux soins⁴. Je vous conseille de le lire et de donner votre diagnostic : est-ce qu'on est là dans une démarche de kit culturel, voire culturaliste, ou dans une démarche de renouveau du regard ?

4. On y trouvera notamment une « Grille d'observation des déterminants socioculturels des manières d'être et d'agir de l'autre - Quarante-deux questions à garder en tête en situation de travail à l'international ou en milieu multiculturel », élaborée par M. Sauquet. Document disponible à l'adresse suivante : http://sup-portscoursenligne.sciences-po.fr/200910/OINT3030/pdf/OINT3030_support_cours.pdf.

Marcel Kabanda

J'espère en tout cas que Bernard Hours, qui est contre le culturalisme, n'est quand même pas contre la culture ?! Peut-être ne comprenons-nous pas de la même manière ce que l'on peut entendre par « désoccidentaliser ». Au fond, l'humanitaire qui vient de Paris demeurera toujours occidental : il est ce qu'il est, et ce n'est pas en prenant l'avion qu'il va changer de valeurs, de savoirs, de techniques. De toute façon, il ne s'agit pas de lui demander de ne plus être ce qu'il est, mais peut-être de désoccidentaliser sa pratique. Cela ne se fera pas seulement en faisant des réunions avec des élites

locales mais en mettant en place de véritables partenariats pour voir comment mettre en valeur ce que les gens ont. L'impuissance dont je parlais n'est pas objective, mais l'Afrique est placée dans une situation où cette impuissance apparaît, où elle se crée de façon subjective et ça n'en est pas moins bloquant. Comment se servir de la puissance que les « bénéficiaires » de l'aide ont en eux ? En les faisant participer à la définition de l'action et de la stratégie ! Si c'est bien de cela qu'il s'agit, alors la désoccidentalisation est possible.

Frédéric Jacquet a parlé du projet que nous menons ensemble au Rwanda en faveur des rescapés du génocide perpétré contre les Tutsis, et c'est vrai que, par exemple, la question d'appui psychologique est discutée avec les rescapés et les proches eux-mêmes. Ces stratégies tiennent compte des réalités, et finalement de la culture. Parce que c'est dans cette culture que se trouvent les forces, les ressources qui permettront à ces communautés de profiter de cette action. S'il faut désoccidentaliser, ce n'est pas pour échapper à un rejet, mais pour être accepté tout en étant occidental et être plus efficace dans l'action menée.

Pierre Micheletti

À quelques jours d'intervalle, je viens de vivre deux types de préoccupations. L'une en Haïti, suite au séisme auquel je me suis intéressé bien sûr, comme vous tous, et puis l'autre, dans le golfe du Bengale, dans l'Orissa, en Inde où je me suis rendu très récemment. Ce que j'ai vu dans ce dernier pays frappé durement en 1999 par un cyclone, c'est un programme où les questions de santé sont portées par des ONG locales, au sein des communautés et autour de l'augmentation des revenus au travers de microcrédits, bref des mécanismes qui tournent autour du renforcement de l'organisation villageoise et de la capacité de régénération socio-économique si devait survenir un nouveau cyclone.

Mais pour le moment, le drame, c'est en Haïti qu'il se produit. Et qu'est-ce qui se profile en termes de reconstruction du système de santé ? De nouvelles infirmeries, des hôpitaux de niveau intermédiaire et de la reconstitution de stocks de médicaments pour combler ceux qui ont été périmés ! Autrement dit, vu

la manière dont s'organise la réponse, il y a gros à parier que nous appliquions un modèle occidental à la reconstruction d'Haïti dont on nous annonce qu'elle va être irriguée de vingt milliards d'euros. Peut-être faudrait-il poser cette simple question : est-ce qu'on reproduit nos modalités d'intervention ou est-ce qu'on demande à nos collègues haïtiens et aux ONG locales comment ils voient, eux, les conditions de la reconstruction et comment la communauté internationale peut les aider le plus efficacement possible ? On peut donc être dans l'opérationnel et demander une désoccidentalisation des stratégies d'intervention.

François Rubio, directeur juridique de MDM

De quoi parle-t-on ? Des valeurs ou de la pratique ? Si on ne parle que des pratiques, alors effectivement je crois que les « French doctors » doivent battre leur coulpe parce qu'ils ont, à partir des années 1970, reproduit un parfait modèle colonial, que même les autres organisations avaient déjà abandonné. Si je prends le système de la Croix-Rouge, il est fondé sur une idée d'universalité, c'est-à-dire qu'il est basé d'abord sur les ressources locales : il existe une société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge par pays. Ce modèle humanitaire était très en avance. Et il en va de même si l'on prend l'autre modèle, religieux celui-là, celui des *Caritas* où les Secours catholiques nationaux aident les organisations locales, qui, elles, agissent directement.

En somme, je crois qu'on a vécu sur le mythe très fort du « bon docteur blanc », fortement véhiculé par le sans-frontiérisme, à un moment très précis de l'Histoire, dans ces années 1970 où, face à un blocage fort des Nations unies, en pleine guerre froide, nous avons reproduit un modèle colonial d'intervention calqué sur celui du Biafra. Et nous devons, je pense, dans ce cas-là, oui, nous interroger sur la manière de le corriger.

Or, si l'on prend les grandes ONG françaises que sont Médecins du Monde, Médecins sans Frontières, Handicap international ou ACF, aucune n'a réussi à faire émerger une seule ONG locale ? Y a-t-il un Médecins du Monde au Rwanda ? y a-t-il un Médecins sans frontières en Éthiopie ? Non. On a toujours prétendu qu'il n'était pas possible de le faire parce que ces organisations-là ne seraient pas capables de vivre seules financièrement, c'est-à-dire à partir d'un *a priori* infondé, mais qui puise très loin dans notre histoire...

Bertrand Brinqueville, responsable géographique pour MDM

Je suis d'accord avec Bernard Hours, les ONG locales peuvent être un bon levier, même si cela pose beaucoup de questions, comme celle de la place que les ONG internationales et les bailleurs de fonds veulent bien leur donner. Certes, la notion de partenariat entre ONG internationales et ONG locales est apparue depuis quelques années, mais elle a été imposée par beaucoup de bailleurs de fonds, notamment la Commission européenne, puisque tous les appels à proposition d'*EuropeAid* obligent les ONG internationales à avoir un partenaire local. Le risque, c'est que ces partenariats soient avant tout opérationnels, très opportunistes, et rarement stratégiques, c'est-à-dire visant à faire monter en puissance une ONG locale.

Christian Troubé, rédacteur en Chef de *La Vie*

Je partage beaucoup de ce qui a été dit jusqu'à présent, notamment à propos de la toute-puissance des ONG du Nord. Je m'interroge de l'arrivée, sur la scène humanitaire, d'ONG issues des pays émergents. On constate par exemple que des ONG indiennes sont de plus en plus présentes dans la corne de l'Afrique ou des ONG brésiliennes en Angola, alors même que les ONG du Nord échouent à ouvrir des missions en Inde car ce pays refuse les ONG étrangères. Je suis curieux de savoir si des études ont été faites sur la manière dont se comportent les Brésiliens en Angola ou les Indiens dans la corne de l'Afrique : est-ce qu'ils reproduisent un modèle du Nord ou représentent-ils une alternative intéressante ?

Pénélope Larzillière

Les ONG locales représentent effectivement un enjeu majeur, mais ce n'est pas non plus la solution miracle dans la mesure où l'on trouve différents types d'ONG locales. Au Proche-Orient, par exemple, les ONG occidentales doivent savoir qu'elles auront en face d'elles soit des associations créées par l'ancienne gauche arabe, très proches des valeurs occidentales, mais qui sont perçues sur place comme des élites externalisées, soit le réseau caritatif islamique qui a une forte base sociale, mais qui peut poser d'autres types de problèmes...

Bernard Hours

Entre un pays émergent et un pays très pauvre, il n'y a guère moins de différences qu'entre un pays occidental et un pays très pauvre. Les pays émergents ont des bourgeoisies qui n'ont rien à envier à celles de nos pays

nantis, car la globalisation introduit une citoyenneté globale réservée à ce que j'appellerais les « inclus » par rapport aux « exclus » d'un pays. Les premiers, à supposer qu'ils créent des ONG, ne seront pas forcément en meilleure position vis-à-vis des « exclus » de leur propre pays que des ONG étrangères.

Je me méfie aussi de cette rhétorique du « partenariat », dont on parle depuis plusieurs décennies, qui avait un sens dans les années 1970, mais qui a fini par être galvaudée.

Enfin, il me semble que les forces sont moins dans la culture que dans l'organisation sociale. La culture, c'est ce qui donne du sens aux pratiques sociales. Et c'est une nuance qui a son importance parce que ça permet d'éviter les dérapages culturalistes. Les communautés ne sont pas forcément idylliques.

Michel Galy

Je voudrais aussi mettre un bémol sur cette idéalisation des ONG du Sud. Chacun sait qu'il y a des ONG opportunistes dans la mesure où les bailleurs de fonds obligent celles du Nord à avoir des partenaires. Quant aux modèles proposés aux jeunes occidentaux qui s'engagent, on en voit deux sortes, l'un technicien qui ne se pose pas de questions et l'autre qui voudrait arriver à quelque chose de plus ouvert mais qui se traduit peu en actes. Je voudrais bien à ce propos qu'on revienne au concret. Pierre Micheletti parlait de ce qu'il a vu en Inde, mais j'aimerais bien savoir ce que Médecins du Monde fait concrètement en Inde, au Congo ou ailleurs pour changer le mode de vie des expatriés de Médecins du Monde afin qu'ils ne soient pas uniquement dans un milieu occidental.

Anne Hery, Secours islamique français

Est-ce qu'il ne faudrait pas tout simplement désoccidentaliser la perception qu'on a de l'aide humanitaire parce qu'il faudrait peut-être arrêter de faire comme si, avant qu'on arrive, il ne se passait rien ?! En Haïti, les Haïtiens se sont organisés avant que l'aide n'arrive. Et puis on parle comme si les ONG du Nord pouvaient seules désoccidentaliser cette aide, tout en feignant d'ignorer qu'elles sont de plus en plus intégrées dans un système global onusien, financier, qui se trouve être un véritable rouleau compresseur et qui a, pour le coup, une vision très occidentale. Les ONG pourront toujours essayer de désoccidentaliser, mais franchement elles ne pèseront pas grand-chose à côté. C'est peut-être du côté de cette

superstructure qu'il faut regarder pour essayer d'inverser cette tendance.

Henri Rouillé d'Orfeuil, ancien président de Coopération Sud

Ce qui est fondamental, c'est de prendre conscience qu'on est étrangers, qu'on est chez les autres et que de toute façon à moyen et long terme, ce sont eux qui vont régler les problèmes. C'est vrai que le sans-frontiérisme est ambigu parce qu'il laisse entendre qu'on est dans l'universel non-borné, alors qu'il nous faut comprendre qu'on devra de plus en plus se mouler dans les formes de solidarité qui existent dans les sociétés où nous allons. Après le Tsunami de 2004, Coopération Sud avait organisé avec la fédération des ONG indiennes, VANI, un séminaire à Pondichéry. Il a été intéressant de découvrir que dans ce pays qui avait refusé l'entrée aux ONG étrangères, la solidarité s'était organisée : les habitants ont ramassé les morts, se sont organisés pour se loger les uns les autres, les hôpitaux ont continué de fonctionner, tout cela sans l'affirmation d'un humanitaire tel qu'on l'imagine chez nous. Je rejoins donc ce que disait Anne Hery et qui est très juste : il faut voir les formes de solidarité qui existent et de quelle manière les ONG occidentales peuvent les compléter.

Frédéric Jacquet

Bien sûr, les ONG locales peuvent servir de levier pour améliorer la qualité des programmes, mais l'inverse est vrai aussi : les programmes de l'action humanitaire sont des leviers pour soutenir et développer ces ONG locales. C'est là où j'ai envie de parler d'une autre dimension de l'action humanitaire qui est celle du changement social : nous et nos partenaires du Sud devons nous reconnaître comme acteurs d'une situation qui a vocation à être changée. Car ce qui va primer dans cette voie vers le changement social, c'est la question de l'alliance politique. Ce sont les acteurs locaux qui sont en premier lieu concernés par ces changements, ils sont propriétaires aussi de cette dynamique. Là où la réciprocité s'instaure, c'est lorsque ces acteurs-là nous accompagnent dans le rôle que nous avons à jouer dans nos propres sociétés, pour faire bouger ce « rouleau compresseur » que vous évoquiez. Il y a des sphères politiques, bailleurs de fonds ou institutions internationales, dans lesquelles des organisations comme Médecins du

Monde peuvent aller négocier. Mais la mise en tension ne sera véritablement efficace que si nos partenaires du Sud sont avec nous. Sinon, on restera dans un dialogue Nord-Nord, pas forcément inutile, mais infiniment moins fécond que lorsqu'il se fait sur la base d'une alliance politique.

Il ne faut pas se cacher, c'est vrai, que certains de ces acteurs sont opportunistes, voire corrompus - ne soyons pas naïfs -, mais c'est le prix à payer pour évoluer dans un monde réel, difficile où les personnes sont prises dans des situations de conflit, de tensions, de violence et ont de véritables besoins. C'est consubstantiel à la nature même de l'objet sur lequel on travaille. Il faut en tenir compte, mobiliser des outils et mettre en place des approches adéquates. À nous d'assumer cette responsabilité de médiateur.